

# POLICULTURES

Décembre 2014

La LETTRE DES POLITIQUES CULTURELLES ET ARTISTIQUES.

Numéro 188

> page 5 : la culture en temps de métamorphoses > page 6 : le Musée départemental de l'Oise fait peau neuve, page 7 > La chronique de Jacques Bertin : la grande crise de la culture, page 8 > Lyon, des lumières de la foi à celles de la fête, page 9 > Le Musée des Confluences, enfin, page 10 > Mataora, un souvenir grec, page 11 > Les Misérables, une restauration exceptionnelle, page 12 > Jeff Koons, l'enfant riche, page 13 > RMN : un semestre dominé par Velasquez, page 14 > Les ambiguïtés du patrimoine immatériel, page 15 > Un mois culturel en bref, page 16 > Note de lecture : Grande Guerre, un centenaire très culturel.

2015

2015, quels changements ? puisque, en effet, la question n'est pas de savoir s'il y aura des changements, mais ce qui va changer.

Les changements, on a pris l'habitude qu'ils soient rapides, ces dernières années, sans toujours pouvoir analyser leurs conséquences. Le numérique a bouleversé les pratiques et mis à mal les règlements. Le resserrement des budgets publics a secoué une vie culturelle qui en est toujours largement tributaire. Industrie et instrumentalisation ont eu des effets régressifs. La réforme territoriale en préparation ajoute aux incertitudes.

Quand tout change, le mieux est sans doute de revenir aux bases, au solide. Chercher d'où on vient, et nettoyer les mots qui se sont surchargés avec le temps de mousses qui les rendent presque invisibles. Il faut bien, alors, s'interroger sur le mot *culture*, qui a largement débordé de son lit et noyé le paysage. Peut-être faut-il le contourner, et aller vers un autre mot, court et complexe, *art*. Dans le grand débordement de la culture, c'est l'art qui s'est noyé. On prospère autour de lui en institutions, analyses, procédures, etc. mais ... le cœur n'y est plus. Il est enseveli sous les usages ambigus de la culture. Faisons de 2015 l'année de l'art.

Philippe Pujas

## L'ÉTAT, LES RÉGIONS ET LE LIVRE

Le ministère de la culture a demandé au Centre national du Livre de renforcer sa politique territoriale, avec pour priorité d'être attentif au réseau des librairies. Le CNL est donc partie prenante de conventions qui commencent d'être signées entre l'État et les régions dans la perspective des prochains contrats de plan.

La librairie et le livre sont au cœur des changements qui affectent les pratiques culturelles, et qui se traduisent entre autres par une baisse de la lecture, et par les interrogations nées d'internet, qui

transfèrent une part croissante du commerce vers la commande en ligne et vers le livre numérique.

Les bibliothèques publiques n'échappent pas à ces mêmes changements du paysage culturel, et viennent une nouvelle fois de s'interroger à l'occasion d'Assises des bibliothèques, qui se sont tenues au début du mois à Paris. Là encore, la ligne de défense associe l'État et les collectivités territoriales, à qui ces Assises ont largement donné la parole.

**Lire nos pages focus 2 à 4**



**L'actualité de décembre est largement lyonnaise**, avec la spectaculaire Fête des lumières, organisée tous les ans autour du 8 décembre, et l'ouverture du tout aussi spectaculaire Musée des Confluences.

# L'ÉTAT, LES RÉGIONS ET LE LIVRE

**Les premières conventions associant le CentreNational du Livre à la politique territoriale du livre viennent de voir le jour. Une priorité pour l'État : consolider le réseau des librairies.**



Midi-Pyrénées a lancé début décembre une campagne de promotion de la lecture

Le Centre national du livre et les Régions ont entamé un nouveau partenariat. Une première convention a été signée entre le ministère de la culture, le CNL et la Région Aquitaine le 25 novembre, une deuxième avec la Bretagne, une troisième doit l'être dans les prochains jours avec la Région Centre et son agence du livre, Cliclic. Midi-Pyrénées a approuvé le 19 décembre en assemblée plénière son projet de convention. Des discussions sont très avancées avec le Languedoc-Roussillon, Provence-Alpes-Côte d'Azur, la Haute-Normandie et Rhône-Alpes. D'autres ont commencé avec la Lorraine, le Nord-Pas-de-Calais et les Pays de la Loire. L'État et les Régions avaient déjà signé des conventions sur le livre. Celles de cette nouvelle génération marquent l'entrée dans le jeu du Centre National du Livre, auquel le ministère de la culture a confié des missions d'action territoriale.

## LES CONVENTIONS ET L'INTERVENTION DU CNL

Les nouvelles conventions abordent des champs divers, de l'édition à la librairie, prenant en compte les compétences des régions, formation professionnelle et aménagement du territoire. Elles prolongent les opérations conjointes menées depuis des années déjà par l'État et les régions. La nouveauté la plus visible, c'est

le mécanisme de financement qu'elle introduit pour l'intervention du CNL : le CNL apporte un euro pour chaque euro que la région apporte à des opérations de financement de la filière. Le CNL se préoccupe particulièrement des petites librairies (celles qui proposent moins de 7 000 titres), et flèche son euro sur la librairie, laissant à la Région le choix de la destination de l'euro qu'elle investit de son côté.

"Plus que d'une politique d'accompagnement, il s'agit d'une politique élaborée et mise en œuvre en commun", nous explique le président du CNL, Vincent Monadé, particulièrement soucieux du sort de la librairie. "Nous avons la volonté, souligne-t-il, de maintenir la présence du livre dans tous les territoires où il est implanté, et d'affirmer que c'est un réseau important".

C'est aussi cet esprit qui anime la Région Midi-Pyrénées, qui vient donc d'approuver sa convention. La Région se dit inquiète de constater que "la filière du livre et de la lecture est aujourd'hui particulièrement fragilisée". Le Conseil régional a, pour répondre à cette inquiétude, lancé au début de ce mois de décembre, dans les media locaux et sur twitter, une campagne de soutien à la librairie et aux métiers du livre. Midi-Pyrénées, région la plus étendue de France, compte 140 librairies, dont une trentaine seulement labellisées "Librairies indépendantes de référence".

## une nouvelle donne

Dans les pratiques d'achat des Français, "internet gagne du terrain, surtout pour les achats de biens culturels (musique, vidéo et livre) et auprès des plus jeunes", note l'INSEE. Entre 2006 et 2011, la part des achats de biens culturels sur internet est passée de 2% à 11%. C'est l'un des éléments de la nouvelle donne. Un autre est l'évolution des goûts culturels.

Une analyse de l'Observatoire de la Jeunesse, qui s'appuie largement sur les données des "Pratiques culturelles des Français", souligne l'explosion de la pratique de l'ordinateur chez les jeunes, et note que "le numérique accélère la distance croissante, au fil des générations, avec la culture scolaire dont l'emblème est le livre". ([www.injep.fr](http://www.injep.fr))

# L'ÉTAT, LES RÉGIONS ET LE LIVRE

## 800 000 EUROS PAR AN POUR L'AQUITAINE

La convention Aquitaine a été signée le 25 novembre à Paris, à la Maison d'Aquitaine, entre la ministre de la culture, Fleur Pellerin, le président du Centre National du Livre, Vincent Monodé, et le président de la Région Aquitaine, Alain Rousset. Prévues pour les trois années 2015 - 2017, elle porte sur l'ensemble de la filière du livre. Elle s'inscrit dans le cadre du contrat de plan État-Région.

Elle concerne l'ensemble de la filière, mais l'État y affiche ses propres priorités ; "une attention particulière à la position de la librairie indépendante".

La convention fixe quatre objectifs stratégiques : - "un développement économique pérenne et équilibré", qui passe notamment par "une professionnalisation renforcée, des compétences accrues et un recours plus systématique à la formation"

- "la promotion de la diversité culturelle"  
 - "l'innovation et le développement de solutions numériques"  
 - "la dynamisation et la couverture territoriale".  
 L'État et la Région s'engagent sur un financement paritaire annuel de 800 000 euros : la DRAC et la Région apportant chacune 300 000 euros au titre du contrat de filière, et le CNL et la Région 100 000 euros complémentaires chacun au titre du mécanisme "un euro pour un euro" qui vient d'être institué.

Signe de la période de mutation qui rend étrange la signature de conventions pluriannuelles avec des régions dont les contours vont changer, le Limousin et Poitou-Charentes, qui doivent être réunis à l'Aquitaine dans la nouvelle carte des régions, étaient représentées à la signature de la convention Aquitaine.

### MIDI-PYRÉNÉES

Le projet de convention avec Midi-Pyrénées, adopté par le Conseil régional le 19 décembre, ressemble comme un frère à celui de l'Aquitaine, avec ses mêmes quatre objectifs stratégiques, dont le premier est "un développement économique pérenne et équilibré par la mise en place de dispositifs afin d'accompagner la modernisation, la professionnalisation et la transmission des librairies et des lieux de vente du livre, répondant aux contraintes liées à l'environnement économique et à l'évolution des technologies, numériques notamment". Sont aussi prévus "le développement de solutions numériques", comprenant notamment la formation des professionnels, et "la dynamisation territoriale en faveur des publics".

## LE LIVRE EN AQUITAINE : UN PORTRAIT

"Le secteur du livre dispose de points forts : la création en BD, la traduction, l'édition littéraire, des reprises réussies de librairies, une fédération importante (Librairies atlantiques)". Il représente un chiffre d'affaires global de près de 140 millions d'euros par an, et compte environ 450 emplois directs. C'est ainsi qu'"Écla", agence de la Région Aquitaine qui gère les politiques du livre et de l'audiovisuel, résume la situation régionale. Cet état des lieux résumé est le fruit de trois enquêtes menées par Écla auprès de 500 professionnels de la région

**1/ les auteurs.** Au 1er janvier 2013, 513 avaient été "repérés" par Écla, dont 320 domiciliés en Aquitaine et ayant publié au moins un titre pendant les trois dernières années. Des 150 réponses reçues, Écla a tiré le portrait suivant :  
 - l'âge médian est 50 ans  
 - 69% vivent en Gironde, et 37% dans Bordeaux.  
 Mais plus d'un tiers habitent des communes

de moins de 10 000 habitants  
 - plus de la moitié sont nés en-dehors de la région  
 - 54% sont écrivains, 24% illustrateurs, 22% traducteurs  
 - deux domaines forts, la BD et la traduction  
 - un auteur sur deux a une autre activité professionnelle rémunérée, et 34% tiennent leur activité d'auteur comme leur principale source de revenus  
 - le montant total des droits d'auteur perçus par les auteurs aquitains est estimé à 3 millions d'euros. 11% des auteurs perçoivent 52% du total.

**2/ les éditeurs.** Ils sont plus de 120 dans la région, dont un tiers à Bordeaux. Mais la moitié produisent moins de cinq titres par an, et une vingtaine seulement ont des résultats d'exploitation équilibrés.

**3/ les libraires.** Un nom, d'abord, Mollat, la librairie bordelaise qui est la plus importante librairie indépendante de France. Au-delà, un total de 79 librairies répertoriées par l'enquête, qui représentent 9% du nombre de points de vente de livres dans la région. La profession est bien installée : près de la moitié des librairies ayant répondu à l'enquête ont plus de trente ans, et il s'en crée tous les ans 20 quand il en disparaît 12 (de 2007 à 2013). Mais leur situation financière est "tendue".

L'enquête révèle que "un tiers des libraires ne sont pas très impliqués sur le Web ; et pour les autres, même si la volonté de s'afficher et d'investir ce nouvel espace est réelle, elle reste limitée faute de moyens humains et financiers et compte tenu de retombées économiques directes peu quantifiables, ou encore limitées".

# LES BIBLIOTHÈQUES DEVANT LA NOUVELLE DONNE TERRITORIALE

**Les Assises des bibliothèques ont donné la parole aux élus. Qui plaident pour la proximité et le respect des situations locales.**

Des "Assises des bibliothèques", organisées par le ministère de la culture le 8 décembre, se sont principalement tournées vers les élus, à l'heure d'une double préoccupation que constitue la réforme territoriale et la rigueur budgétaire qui frappe à la fois l'État et les collectivités territoriales.

Ces Assises concluaient une "année des bibliothèques" qui ambitionnait de les mettre en lumière.

Les bibliothèques se sentent insuffisamment présentes dans le débat public. Elles se considèrent pourtant comme l'équipement culturel de base, et celui qui est le mieux réparti sur le territoire national, avec ses quelque 16 000 unités. Elles sont l'un des domaines où des compétences ont été explicitement dévolues à une collectivité territoriale, avec les bibliothèques départementales de prêt, mais les communes et les intercommunalités s'y sont massivement investies.

Longtemps, la vie s'est écoulée selon un équilibre dynamique ; investissement dans des équipements nouveaux, croissance du nombre des inscrits... La réforme territoriale et la crise budgétaire arrivent alors que les bibliothèques

ont à affronter la rupture de cet équilibre dynamique, du fait de l'irruption d'internet et de l'effritement de la fréquentation. Les chantiers sont donc vastes.

Les Assises avaient choisi, dans ce contexte, de s'intéresser aux élus, et de les faire parler sur la réforme territoriale. Une tonalité domine, exprimée par le député-maire du Havre, Edouard Philippe : "oubliez-nous", dit-il au législateur dont il remarque avec satisfaction qu'il n'a rien prévu sur la lecture publique. Qu'on laisse, dit-il, le couple commune intercommunalité définir le contrat le mieux adapté à la situation locale. Patrick Braouzec, président de la communauté d'agglomération de Plaine-Commune (Seine-Saint-Denis) est sur la même ligne : il se dit "assez sensible au fait qu'on puisse laisser la liberté aux communes de transférer ou pas la compétence". Et pour lui, "on ne peut pas imaginer que ces lieux de vie et de proximité puissent être gérés à un niveau qui s'éloigne de plus en plus des populations".

Emmanuel Constant, vice-président de la commission culturelle de l'Assemblée des Départements de France, est d'accord : "pour

vivre heureux, vivons cachés". A l'ADF, indique-t-il, "on revendique la liberté de faire ou de ne pas faire". Il remarque que "les territoires de la République se ressemblent assez peu", et que, par conséquent, "on ne peut pas appliquer le même modèle dans le Lot et en Seine-Saint-Denis".

Reste la question de la place des Régions et de l'État. Les Régions ? Trop lointaines, surtout dans la forme qu'elles auront prise après les fusions, pour l'indispensable travail de proximité. Alors, qu'attendre d'elles ? Qu'elles assurent leur compétence de formation, avance Georges Kepenekian, maire-adjoint de Lyon. Qu'elles interviennent par des co-financements en appui aux projets locaux, dit Édouard Philippe. Pas de modèle unique, insiste Emmanuel Constant : qu'on laisse aux élus la liberté de définir leur politique culturelle.

L'État ? Il y a une expertise et des financements à ne pas remettre en cause, avance Édouard Philippe, pour qui, aussi, l'État a un rôle à jouer dans la formation, et des missions d'inspection à assurer. Il doit être le gardien du sens d'une politique, et le garant d'une organisation équilibrée du territoire, dit pour sa part Georges Kepenekian. L'expertise de l'État est très importante, renchérit Emmanuel Constant, et on attend qu'il tienne sa place. Patrick Braouzec ajoute une dimension : la recherche prospective. Que seront, interroge-t-il, l'écriture et la lecture dans les dix, vingt, trente ans à venir ?

Des propos entendus par la ministre de la culture, venue conclure des Assises qui s'étaient également interrogées sur la mutation numérique et sur la notion de service public. Promettant un "engagement renouvelé" de l'État, Fleur Pellerin a dit vouloir créer les conditions d'une bonne coordination de l'action de l'État et de celle des collectivités territoriales. Elle s'est dite aussi attentive à l'égalité d'accès aux services de bibliothèques sur l'ensemble du territoire.

## Le lancinant problème des heures d'ouverture

Pour les médiathèques publiques, la question des heures d'ouverture est récurrente : il est établi que leur amplitude est globalement insuffisante. La question vient de faire l'objet d'une publication de l'Association des bibliothécaires de France, en partenariat avec le ministère de la culture.

Cet ouvrage laisse de côté tout débat théorique ou toute lamentation sur la mauvaise situation moyenne. Certes, il rappelle, en introduction, que la moyenne d'ouverture est de 15 heures par semaine, et que 6% seulement des bibliothèques sont ouvertes 30 heures et plus par semaine. Mais son propos est d'aborder la question sous un angle pratique, à partir d'études de cas : comment mieux faire ?

On comprend vite, à lire cet ouvrage, que les demandes des usagers et les situations locales sont variables, que la question des horaires d'ouverture prend place dans un ensemble d'autres demandes qui renvoient nécessairement aux coûts de gestion.

Des exemples locaux permettent d'aborder les aspects méthodiques de l'extension : comment, par une enquête, cibler les horaires d'ouverture (Rennes), comment évaluer l'augmentation des horaires (Montreuil), comment organiser le temps de travail ou l'accueil, etc.

**Ouvrir grand la médiathèque**  
**ABF Ministère de la culture**  
 196 pages 30 euros

# LA CULTURE EN TEMPS DE MÉTAMORPHOSES

## Les vingt-cinq ans de l'Observatoire des politiques culturelles ont été l'occasion d'une analyse des changements en cours dans la vie des sociétés

L'Observatoire des politiques culturelles a vingt-cinq ans. Créé à Grenoble par René Rizzardo, qui avait été adjoint à la culture de la ville, aux côtés du grand maire que fut Hubert Dubedout, il est toujours resté fidèle à la ville, y formant des cadres de l'action culturelle, apportant une contribution essentielle aux débats et à la recherche sur les politiques culturelles, sous la direction aujourd'hui de Jean-Pierre Saez. Pour ses vingt-cinq ans, l'Observatoire a voulu faire œuvre quasi prospective, avec un colloque sur "Les métamorphoses de la culture contemporaine". Métamorphoses dont beaucoup sont liées, annonçait déjà le programme du colloque, à deux phénomènes majeurs : l'explosion du numérique, la métropolisation. Les débats devaient révéler, autour de ces deux axes majeurs, des réalités complexes. On en prendra pour exemple l'intervention de l'anthropologue et architecte italien Franco La Cecla notant un

paradoxe: à l'heure des réseaux sociaux internet, la ville "redevient l'espace d'un retour du corps". En témoignent les agoras réelles que sont devenues des places emblématiques du Caire et d'Istanbul. "L'enjeu de la démocratie, constate-t-il, se joue dans l'espace public plus que dans le cyberspace".

### RENCONTRES

La ville physique, donc. Peut-être parce que, comme l'avance le sociologue Pascal Nicolas-Le Strat, la ville réelle favorise la rencontre de micropratiques. Mais là encore, il faut nuancer. Le monde urbain du 21<sup>e</sup> siècle est essentiellement dans les pays du sud, observe Jenny Fatou Mbaye, de l'Université du Cap. Mais ces villes-là aussi sont traversées de tensions bien connues, entre créativité spontanée et instrumentalisation d'une culture qui sert aussi bien à revitaliser des centres villes au profit d'une population à revenus élevés qu'à promouvoir l'attractivité des villes.

Sur un plan plus général, Olivier Donnat (ministère de la culture, DEPS) fait remarquer, et c'est peut-être ce qui traduit le mieux les métamorphoses, que "aucun des mots utilisés pour le colloque n'aurait été utilisé il y a vingt ans. On parle de culture dans des termes très différents : ils se sont "économisés". Alors que tous les anciens mots, création, œuvre, ont disparu."

Gemma Sendra (Conseil des arts de Catalogne) lui fera écho quand elle parlera d'un monde où "les mots ont perdu leur sens profond, et ne répondent pas aux besoins de citoyenneté". Cette citoyenneté qui s'exprime, donc, par la rue. Là où se trouve la vraie ville créative, celle, dit Gemma Sendra, du "mouvement social qui veut changer les choses à partir de la base, pour une ville plus partagée, plus équitable, plus juste, qui n'intéresse pas la culture institutionnelle et casse le modèle économique".

## conservatoires : inquiétudes

La décision de l'État de se retirer du financement des conservatoires provoque des remous, et inquiète. "L'Etat lâche les conservatoires départementaux et régionaux", dénoncent ensemble les organismes et syndicats réunis au sein de "Tous pour la musique"\*, qui rappellent que "En 2015, le ministère de la Culture et de la Communication [ou le gouvernement] a décidé de supprimer

complètement, ses crédits aux conservatoires départementaux et régionaux de musique, suite à une baisse de plus de 35 % en 2014 et après avoir mis fin à son aide aux écoles de musique associatives en 2010."

Un communiqué avance que "Il faut sans doute rapprocher cette décision de la critique portée par de nombreuses collectivités, toutes tendances politiques confondues,

à l'égard de cet enseignement jugé trop « élitiste » comparé à l'éducation artistique et culturelle prévue dans le cadre de la réforme des rythmes scolaires qui se limite à une rencontre fugitive avec la musique, contrairement à la durée inscrite dans l'enseignement spécialisé."

\*Adami, Csdem, Gam, MMF, PRODISS, SACEM, SCPP, SNAM, SNEP, UPFI SPPF

## RENDEZ-VOUS

### LA RÉFORME TERRITORIALE ET LA CULTURE

"Quelle place pour la culture dans la recomposition des territoires ?" Cette question fera l'objet d'une rencontre organisée par *La Nacre*, agence pour le développement du spectacle vivant en Rhône-Alpes. Parmi les interrogations : "Alors même que nous assistons à une concentration des compétences et des moyens sur les métropoles, comment l'action culturelle peut-elle agir en faveur d'une meilleure répartition des richesses sur le territoire ?"

**8 Janvier Villeurbanne**  
Centre Culturel et Vie Associative  
[www.la-nacre.org](http://www.la-nacre.org)

### RELATIONS EURO-ARABES ET DÉVELOPPEMENT LOCAL

"Les relations euro-arabes et le développement culturel local" vont faire l'objet d'un séminaire organisé par le Fonds Roberto Cimetta avec l'appui de la Région Nord-Pas-de-Calais. Les organisateurs proposent "aux représentants des collectivités locales et régionales européennes de débattre avec des experts culturels arabes et européens des nouveaux mécanismes et modèles de coopération à mettre en œuvre dans la région euro-arabe pour permettre à l'action culturelle de prendre toute sa place et participer à la durabilité de nos échanges et nos économies."

**27 février Bruxelles**  
[www.cimettafund.org](http://www.cimettafund.org)

# LE MUSÉE DÉPARTEMENTAL DE L'OISE FAIT PEAU NEUVE

## rendez-vous

### MUSÉE GUSTAVE MOREAU : RÉOUVERTURE

Après plus d'un an de travaux, les salles du rez-de-chaussée du musée national Gustave Moreau, dans ce qui fut la demeure du peintre à Paris, réouvrent le 22 janvier. Les réaménagements, qui comprennent aussi une extension en sous-sol, permettent au musée de présenter des œuvres qu'on n'avait pas vues depuis 2002 et de créer un cabinet d'arts graphiques.

Le musée possède près de 25 000 œuvres.

14, rue de la Rochefoucauld 9è  
www.musee-moreau.fr

### NÉANDERTAL, L'EUROPÉEN

Le musée de la Préhistoire de Seine-et-Marne fait le point sur la connaissance que nous avons des Hommes de Néandertal. Une exposition, et plusieurs conférences, dont, le 9 janvier : "Morts : nouveaux résultats, nouvelles hypothèses, nouvelles controverses".

Jusqu'au 8 novembre 2015  
Nemours  
prehistoire@cg77.fr

### MAISON DE COLETTE

L'association *La maison de Colette*, avec l'aide de la Fondation du Patrimoine, lance une souscription pour restaurer la maison natale de l'écrivain, à Saint-Sauveur-en-Puisaye (Yonne). Il manque 300 000 euros.

www.maisondecolette.fr



Avant l'accrochage

Le Musée départemental de l'Oise, à Beauvais, ouvre le 25 janvier le premier étage des salles rénovées de l'aile Renaissance du palais des évêques comtes de Beauvais. Ces salles abriteront la collection d'œuvres du XIX<sup>e</sup> siècle du musée, dominée par une peinture monumentale de Thomas Couture, "L'enrôlement des volontaires de 1792", qui occupera tout un mur de la salle principale de l'étage, celle qui fut naguère la salle de réception des évêques\*. Les autres salles seront spécialisées : paysage (avec notamment Corot et Sisley), arts décoratifs, art religieux.

L'aménagement de l'étage a été confié aux architectes muséographes Maxime Kétoff et Marie Petit (cabinet AUM), qui ont fait le choix de la sobriété et de la réversibilité des aménagements. Les travaux ont aussi compris l'installation d'ascenseurs et d'élevateurs qui desservent le dernier étage du bâtiment, une splendide salle sous charpente\*\*.

La collection du XIX<sup>e</sup> siècle est l'un des deux points forts du musée de l'Oise, l'autre étant

un bel ensemble art nouveau, qui ne sera visible que par intermittences en attendant une nouvelle phase de travaux, pas encore programmée, touchant le deuxième étage du même bâtiment. Le Conseil général doit d'abord digérer les travaux qui s'achèvent, et qui auront coûté 9,44 millions d'euros (Département 53%, Région Picardie 39,2%, DRAC 7,8%). Cette première phase a commencé en 2012 avec la restauration du campanile de l'aile

Renaissance. Elle a aussi compris, notamment, la restauration d'une des salles du Moyen-Âge à l'entrée du musée, et la mise en valeur des peintures murales qui lui ont donné son nom, la *salle aux sirènes*.

Une autre aile du musée, celle du 18<sup>e</sup> siècle, présentera du 12 mars au 30 juin, une exposition consacrée au peintre Amédée de la Patellière (1890 - 1932).

\*L'enrôlement des volontaires a fait à l'occasion l'objet d'une restauration d'un coût de 80 000 euros qui a été couvert par un appel à financement participatif.

\*\* cette salle présentera, jusqu'au 28 juin, une spectaculaire installation numérique de Charles Sandison.



Musée départemental de l'Oise MUDO  
1 rue du musée Beauvais  
www.mudo.oise.fr  
Entrée libre

# LA CHRONIQUE DE JACQUES BERTIN

## LA GRANDE CRISE DE LA CULTURE

La grande crise de la culture... Pas commencée, non. Que je sens venir. Qui s'approche. Tout le monde sait que c'est parti et que la crise – l'autre, la grande – va créer celle de la culture. A cause de l'argent. " *Ça craque de toutes parts* ", dit Le Monde (22-12-14).

Mais retournons en arrière. D'où venons-nous ?

De quelques illuminés de l'entre-deux-guerres. Un Copeau qui partit refonder le théâtre français en s'installant dans un village de Bourgogne avec une dizaine de jeunes gens. Il fallait rompre avec le théâtre de boulevard du samedi soir ; le meilleur moyen, c'était de choisir la solitude, la périphérie, partir au désert ; pour vaincre le théâtre bourgeois, aller jouer pour des paysans !

...De quelques scouts, derrière Léon Chanceler. D'une bande de paumés idéalistes réunis au château d'Uriage. D'un Vilar et de quelques comédiens qui fondèrent la " décentralisation " théâtrale et l'action culturelle. De l'Education populaire et des MJC, enfin : la culture pour tous, former le citoyen, monter tous ensemble, progresser individuellement et collectivement par la culture...

Vint le temps de la culture subventionnée. L'épanouissement. Des centaines de salles, des théâtres, des Frac, des médiathèques. De l'argent.

**Oh, on n'était pas tous dans le même bateau** : la chanson, art majeur français et éternel pourtant, n'était pas concernée ; elle était confiée aux intérêts du commerce, elle ! Et aucune voix ne s'éleva jamais des milieux culturels autorisés pour protester. Un jour, le ministère décida de lancer les " Musiques actuelles ". Plusieurs dizaines de salles, qui s'empressèrent de ne rien faire du tout pour la chanson – et ce mot, désormais, " la chanson ", n'apparaît plus nulle part... Lorsqu'on veut bien en parler on dit " chanson française " et le qualificatif montre la condescendance. Je me répète : la chanson a été officiellement supprimée avant même d'avoir été jamais reconnue au ministère de la Culture.

...**Mais à part ce détail mineur**, le ministère de la Culture devint le ministère des artistes. Puis le rendez-vous des " Créateurs ". Je mets toujours ce dernier mot entre guillemets, tant il m'amuse. Car je n'oublie pas que Vilar se présentait, lui, modestement, comme " régisseur "... Mais vous vous souvenez de ces querelles au sujet des directions des équipements, lorsque " le vilarisme " fut déclaré " obsolète ", il y a une vingtaine d'années : il fallait que les animateurs, les administratifs, les bureaucrates laissent la place aux artistes ! Nous voilà en 2015. Des salles, des festivals, des

Zéniths pour la nouvelle culture massifiée. Et des " Créateurs " qui exigent : mon œuvre, ma subvention – ou je fais un malheur (médiatique).

En dessous, la masse des petits, des besogneux, comédiens, animateurs, qui hantent les salles polyvalentes et les maisons de retraite, qui jouent pour vingt personnes à Saint-Machin. Et que le système de l'intermittence va sauver jusqu'à la prochaine fois.

Le problème, c'est qu'il flotte au dessus de cette société une absence de foi, une absence d'idéal qui contraste avec ce qu'on sentait dans les années 60. Et la crise est là, désormais : les subventions vont baisser. Seuls s'en tireront ceux qui pourront exiger – au nom de mon génie créatif.

Mais on ne peut justifier le budget de la culture par la seule expression des Créateurs ! Alors, le haut du pavé essaiera d'embarquer le bas – qui marchera sans doute. Et de même que le système de l'intermittence a permis naguère de diminuer le nombre de comédiens permanents des troupes et donc de dépenser l'argent en décors, relations publiques etc., le bas continuera à faire la piétaille du génie. Au nom de la culture...

Il y aura des mobilisations de " professionnels ". Mais ça ne servira à rien. L'âme, voyez-vous, est en allée... La grande urgence, vous vous souvenez ? Le " on s'en sortira ", le " tous ensemble ", le " égalité devant la culture " et autres slogans : obsolètes, " on " n'y croit plus.

On a oublié que les fondateurs de la décentralisation théâtrale, à Saint-Glafougne, jouaient dans la MJC ! Et cet essor de la culture pendant les décennies d'après-guerre doit surtout à ce que les gens du peuple, ouvriers, artisans, militants chrétiens et communistes, y croyaient. Demain ? Vous verrez bien si ceux-là manifestent...

Ils ne manifesteront pas.

La grande crise est pour demain. Parce que la religion des " Créateurs " a étouffé l'âme idéaliste des militants, oui. Mais aussi, raison démographique, parce que le public est septuagénaire – et ça ne va pas s'arranger ! Dans dix ans, les salles seront vides. (Et organiser des séances scolaires ne résoudra pas la question ; celle de l'idéal.)

Ajoutez à tout ça le doute mis par la classe parlante sur notre identité collective, et qui fait notre singularité planétaire... Et le mépris du peuple qui suinte d'en haut, désormais. Dire cela, c'est déjà un peu populiste,



non ? Alors " peuple ", " âme collective ", " libération collective ", attention à la dérive...

Oui, l'idée d'émancipation du peuple par la culture a abandonné nos élites. Evidemment, puisque elles pensent que le peuple est ringard, pourquoi le libérer ? Vaut mieux s'occuper de mon œuvre.

Vous me direz : quelle importance, puisqu'on sait bien que notre avenir viendra de notre adaptation à... l'avenir – pas en tant que peuple mais en tant qu'entité économique ! Ah, j'oubliais l'économie ! C'est le dernier argument sortable en faveur de la culture : la culture, c'est bon pour l'image de notre ville, ça attire les élites (on ne dit plus la bourgeoisie) et ça crée des emplois. Cette thèse qui devrait faire hurler les cultureux est de plus en plus diffusée. Désormais, lorsque le grand journal publie un article dans ce sens, il ne l'accompagne plus d'un autre protestant que la culture, ce n'est pas l'argent ! Non, c'est fini.

Et donc, remplir le Zénith ou l'expo d'art contemporain, ce n'est pas un idéal, juste un " enjeu économique ".

Puis la crise s'amène. Salles vides dans dix ans. Sauf celles du show-biz, oui, d'accord. Préparez-vous. Absence totale d'idéaux pour reconstruire. Jeunes gens, il va être temps de partir à la campagne !

Il y eut une époque où l'idéal colorait le réel. Ma jeunesse. Aujourd'hui, il marmonne seul sous le brouhaha médiatique et consommatoire. Plus de on; juste les foudrades des " élites " et la morale des gagnants...

Hier, dans le chef-lieu de mon département, les éducateurs de rue ont manifesté contre la baisse des budgets. Je suis avec vous, les gars...

**JB**

# LYON, DES LUMIÈRES DE LA FOI À CELLES DE LA FÊTE

## RENDEZ-VOUS

### KYOTO AUSSI FÊTE LES LUMIÈRES

Kyoto a sa fête des lumières, entre le 12 et le 21 décembre. Dix soirées, entre 17 heures et 23 heures. L'ancienne capitale impériale voit alors les visiteurs déambuler, guidés par des lanternes faites à la main, dans une forêt de bambous, et découvrent temples et sites



historiques illuminés.

### AQUITAINE : OPÉRA AU CINÉMA

*La Bohème*, donné au Grand-Théâtre à l'automne 2014, va être diffusée dans 50 salles de cinémas d'Aquitaine, grâce à une initiative de l'Opéra National de Bordeaux et de la Région en partenariat avec l'Association des cinémas de proximité en Aquitaine (ACPA). Des projections pour le grand public et pour les scolaires sont prévues. 3000 élèves de 44 établissements devraient voir le spectacle, avec un accompagnement pédagogique.

11 au 25 janvier



Merci Marie. Au flanc de la colline de Fourvière, à côté de la basilique, ces deux mots en lettres électriques paraissent un fragile îlot de résistance contre la débauche de lumière qui, pendant quatre jours, aux alentours du 8 décembre, envahit Lyon.

Merci Marie, c'est ce que, depuis un 8 décembre du 19<sup>e</sup> siècle, en pleine époque de dévotion mariale, les Lyonnais disaient à la Vierge. Leur remerciement prenait la forme de lumignons déposés pieusement et modestement sur le rebord de leur fenêtre. Tout Lyon alors brillait de ces flammes vacillantes qui trouaient la nuit froide de décembre, et circuler dans la ville donnait alors une émotion où se mêlaient un plaisir esthétique et un sentiment de forte communion. Cette belle tradition a été bouleversée quand, juste avant 2000, la Ville a décidé de se saisir de la tradition, et d'en faire un grand événement festif et économique.

Merci Marie, c'est ce que pourraient dire aujourd'hui les élus lyonnais, s'ils voulaient bien manifester un peu de gratitude. C'est qu'ils égrènent avec

satisfaction le bilan de l'idée qu'ils ont eue en 1999 : partir de cette tradition locale pour en faire une fête de l'âge électrique, touristique et ludique, en voyant plus grand. Depuis, la Fête des lumières transforme les nuits lyonnaises en événements lumineux dans l'espace public : ponts, façades de bâtiments, fontaines, parc de la Tête d'Or... L'événement est devenu une vitrine de la production d'art lumineux, avec plus de cinquante sites investis principalement dans le centre, mais aussi dans plusieurs autres quartiers.

Tous les ans, la fête attire, selon le maire adjoint Georges Kepenekian, 2,5 millions à 3

millions de visiteurs, "en toute sérénité". La fête ambitionne d'offrir un panorama de la création lumière, un domaine devenu un des secteurs d'excellence de Lyon, qui offre désormais ses conseils dans le monde, de Dubai à Leipzig et Moscou. Le travail sur la lumière a aussi conduit la Ville à repenser la mise en lumière pérenne de ses monuments et des quais du Rhône et de la Saône.

La fête représente un coût total de 2,6 millions d'euros, stable ces dernières années, partagé pour moitié entre la Ville et des entreprises mécènes, réunies au sein d'un Club des partenaires.





# LE MUSÉE DES CONFLUENCES, ENFIN...

**Lyon vient d'ouvrir le musée qui, au confluent du Rhône et de la Saône, prend la suite du museum et en renouvelle le discours, en s'appuyant sur ses collections**



Le musée des Confluences, à Lyon, a ouvert ses portes le 20 décembre. Situé au confluent du Rhône et de la Saône, qui lui donne son nom, il est aussi, héritier du museum local d'histoire naturelle, à la confluence entre sciences naturelles et sciences humaines. Mais il s'agit bien d'un musée et non d'un centre d'interprétation: tout le discours qu'il sera amené à tenir à travers ses expositions permanentes et temporaires s'appuie sur la très riche collection du museum, avec ses deux millions d'objets.

L'histoire du musée est difficile, comme l'est celle du site lui-même. Endroit exceptionnel, le confluent n'a jamais trouvé de vocation à sa hauteur, et le musée semble porter cette malédiction. Dès qu'il fut présenté en 2001, le projet dessiné par le cabinet autrichien Coop Himmelblau, avec sa super structure en forme de nuage, fut décrié. Il était pourtant dans l'air du temps, avec son allure déstructurée qu'on trouve aussi dans la réalisation de Frank Gehry pour la Fondation Vuitton à Paris, dans la logique du Guggenheim de Bilbao du même Gehry. Et il répondait bien à l'attente des élus commanditaires (le Conseil général du Rhône) de marquer

l'entrée de Lyon par un signal fort. Maintenant que l'œuvre est achevée, non sans difficultés de construction, une première entreprise ayant déclaré forfait devant la complexité de la réalisation, et les coûts ayant explosé, on peut voir que ces commentaires assassins étaient excessifs. Le bâtiment remplit honorablement cette première mission.

## DES ŒUVRES, DES HISTOIRES

D'autant qu'il n'entre pas beaucoup de folie, par ailleurs, dans la conception du lieu. Le nuage repose sur des piliers qui abritent monte-charges, ascenseurs et escaliers. Les espaces intérieurs sont d'une absolue rigueur rectangulaire pour ce qui est des espaces d'exposition, sur lesquels peuvent travailler dans un bon confort les équipes du musée et les scénographes. Ces espaces occupent deux étages, l'un pour les expositions temporaires, l'autre pour la présentation permanente des collections. Lesquelles doivent bénéficier, explique Nicoles Dupont, directeur des collections, d'une "approche originale". "On fait dialoguer les œuvres en racontant des histoires", explique-t-il. C'est le cœur de la confluence : les objets

sont en même temps le support d'une histoire des sciences et d'une histoire de l'homme dans son milieu. Ainsi les origines de la vie sont-elles traitées à la fois par l'entrée des connaissances scientifiques et par l'histoire des représentations qu'en ont donné différentes civilisations.

La première exposition temporaire est un hommage à Émile Guimet, fondateur du museum lyonnais et du musée Guimet de Paris. Une deuxième exposition temporaire, parallèle, est une référence aux cabinets de curiosités, clin d'œil à celui qui fut, au 18<sup>e</sup> siècle, l'ancêtre du musée Guimet.

Pour la réalisation du musée, le Conseil général du Rhône, seul financeur, a dépensé 239 millions d'euros, soit cinq fois le montant du premier devis. Le fonctionnement devrait coûter tous les ans entre 12 et 15 millions d'euros, pour des recettes estimées entre 3 et 4 millions. Le musée espère accueillir 500 000 visiteurs par an. Sans compter les promeneurs qui pourront le traverser pour aller jouer du jardin de 20 000 mètres carrés situés entre le musée et le confluent.

# MATAROA, UN SOUVENIR GREC

## RENDEZ-VOUS

### TENDANCE EUROPE

Le traditionnel festival de découvertes chorégraphiques de la Maison de la Culture d'Amiens offre un panorama de la création européenne. Il s'intègre au projet "Performing Europe" financé par la Commission européenne et qui rassemble huit structures de Salzbourg, Bergen, Courtrai, Berlin, Zagreb, Dro (Italie) et Varsovie.

**26 au 31 janvier**

[www.maisondelacultureamiens.com](http://www.maisondelacultureamiens.com)

### LA FOLLE JOURNÉE

La *Folle Journée* de Nantes aura cette année pour thème "Passions de l'âme et du cœur", qu'elle déploiera à travers les musiques du 17<sup>e</sup> au 20<sup>e</sup> siècle.

Comme chaque année depuis 2003, à l'initiative du Conseil régional des Pays de la Loire, la *Folle Journée* essaïmera dans une dizaine de villes de la région, à des tarifs allant de deux à quatorze euros, et avec un accompagnement par des actions de sensibilisation.

**23 au 25 janvier en région**

**28 janvier au 1<sup>er</sup> février à Nantes**

[www.follejournee.fr](http://www.follejournee.fr)

### LES COSTUMES DE L'OPÉRA COMIQUE

L'Opéra Comique aura 300 ans en 2015. Le Centre national du costume de scène, à Moulins, expose à cette occasion une centaine de costumes qui racontent cette longue histoire, dans une scénographie de Macha Makeïeff.

**L'Opéra Comique et ses trésors  
Moulins**

**7 février au 25 mai**

[www.cnscs.fr](http://www.cnscs.fr)

## Au Théâtre du Soleil, un voyage dans l'après-guerre à l'ombre des malheurs d'aujourd'hui.

L'histoire du *Mataroa* est peu connue aujourd'hui, et le spectacle que présente, jusqu'au 28 décembre, le Théâtre du Soleil, nous la rappelle avec bonheur, en des moments où la Grèce traverse de nouvelles difficultés.

*Mataroa*, c'est le nom d'un bateau, celui qui permit à 140 jeunes intellectuels grecs, entre guerre et guerre civile, c'est-à-dire en 1945, de rejoindre Paris grâce à des bourses françaises. Parmi les passagers du *Mataroa*, notamment, le philosophe Cornelius Castoriadis et l'architecte Georges Candilis. Au cœur de cette histoire, deux fonctionnaires français, Octave Merlier, directeur, et Roger Millieux, secrétaire général de l'Institut français d'Athènes, qui ont conçu et conduit le projet.

L'histoire nous est rappelée par Hélène Cinque, elle-même ancienne comédienne du Théâtre du Soleil, qui assure la mise en

scène d'un spectacle conçu avec un collectif d'artistes et chercheurs



français et grecs. Elle nous fait plonger dans un des douloureux moments de l'histoire de la Grèce, évoquée avec un souci d'explication qui ne nuit jamais à l'intensité dramatique. Le texte alterne français et grec, et le passage de la musique d'une langue à l'autre est une ode à la diversité.

Que ce spectacle soit monté

aujourd'hui n'est évidemment pas un hasard. Ses initiateurs-interprètes s'en expliquent : "En 2014, au cœur d'une crise économique et surtout sociale d'une ampleur jamais vue après la chute de la dictature, en cette époque où toutes les certitudes acquises s'écroulent, où l'Europe entière vacille, où ce pays est mené vers un futur sombre et incertain et où se réveillent des souvenirs que nous voudrions oublier, nous, un groupe d'artistes se partageant entre Athènes et Paris, refusons de céder à la morosité ambiante et revendiquons notre seule arme pour résister à un monde qui s'effondre : notre capacité à rêver et à nous envoler loin de ce paysage de désespoir."

Après Paris, *Mataroa, la mémoire trouée* sera en tournée en Suisse, en Italie, et arrivera à Athènes à l'été 2015.

## HISTOIRE DE LA CHANSON : RENCONTRE, AVANT UNE MAISON ?

Une rencontre sur l'histoire de la chanson va avoir lieu les 24 et 25 janvier à Vandœuvre-les-Nancy. Le samedi comprendra trois conférences, par trois historiens :

- Jacques Bonnadier, sur la chanson marseillaise.
- David Jisse, sur les conditions de travail des chanteurs dans les années 70 et aujourd'hui ;
- Martin Pénet, sur Marianne Oswald ;

Le dimanche, un débat général, animé par Jacques Bertin, posera la question : Qu'est-ce que l'histoire de la chanson ?

La rencontre sera accompagnée d'une exposition consacrée à Félix Leclerc pour son centenaire par

celui qui fut son secrétaire et ami, Jean Dufour. Et Michèle Bernard interprétera des chansons du répertoire.

Cette rencontre se situe dans la perspective de la réalisation d'une "Maison de l'histoire de la chanson" (Mahicha) dont le projet est porté par Jacques Bertin, et pour lequel la Ville de Vandœuvre-les-Nancy a dit son intérêt. La Mahicha pourrait être un musée, un lieu d'accueil d'archives professionnelles, une médiathèque, une bibliothèque, un lieu de travail sur le patrimoine et d'accueil de chercheurs. Pour Jacques Bertin, "Toute la chanson sera là : pas seulement les succès

et les vedettes, mais bien toute la chanson ; et les commerçants ni leurs critères (le succès, la mode) n'y seront prioritaires".

"L'histoire de la chanson, relève Jacques Bertin, a été jusqu'ici, habituellement, celle de quelques artistes célèbres et de leurs œuvres les plus connues. Exceptionnellement, des biographes font revivre des chanteurs restés dans l'ombre. Mais l'histoire de la chanson devrait être aussi celle de l'économie, des intérêts commerciaux, des moyens techniques, des systèmes de diffusion, de l'action des pouvoirs publics et caetera. C'est à ce travail que la Mahicha s'emploiera".

# LES MISÉRABLES, UNE RESTAURATION EXCEPTIONNELLE

**La très belle version d'Henri Fescourt (1925) est aussi monumentale (six heures). Le travail de restauration est à la hauteur du monument.**

Le roman de Victor Hugo, *Les Misérables*, a donné lieu à une dizaine d'adaptations cinématographiques, loin d'être toutes convaincantes. C'est la version de Raymond Bernard (1934, avec Harry Baur et Charles Vanel) qui passe généralement pour la meilleure. Certains cinéphiles situent sur le même plan, voire au-dessus, la version impressionnante de Henri Fescourt (1925, avec Gabriel Gabrio dans le rôle de Jean Valjean).

Cette version, on peut enfin la revoir, restaurée par une coopération entre le CNC et la Cinémathèque de Toulouse, avec l'aide des archives de Pathé, et l'appui du scénario du film, annoté par Henri Fescourt lui-même, déposé à la BNF.

La restauration, qui a demandé quatre ans de travail, a été menée à partir du négatif Pathé conservé par le CNC et une copie qui se trouvait dans les collections de la Cinémathèque de Toulouse.

Versions heureusement



complémentaires : le négatif parisien comprend l'intégralité de la pellicule (10 000 mètres), la copie toulousaine, amputée de 2500 mètres, est une copie couleur. Héritière de réseaux du cinéma éducatif, la Cinémathèque de Toulouse a eu dans son fonds cette version plus facile à projeter, mais qui durait quand même plus de quatre heures.

La restauration retrouve autant

que possible les techniques de couleur (virages, teintages) utilisées par le réalisateur en 1925. La couleur : une question qui tarauderait tous les restaurateurs depuis une quinzaine d'années.

La version restaurée a été présentée une première fois à Toulouse, au TNT (Théâtre National de Toulouse) le 13 décembre, dans son intégralité (6 heures de projection, avec un accompagnement au piano du compositeur Karol Beffa. Les spectateurs ont découvert, en même temps qu'un moment de l'histoire du cinéma, un vrai chef-d'œuvre. Henri Fescourt utilise admirablement les décors naturels, même son histoire avec intelligence et sensibilité, et Gabriel Gabrio est un Jean Valjean convaincant. Cela valait bien quatre ans de travail de restauration.

A Paris, des projections devraient avoir lieu à la Fondation Jérôme Seydoux fin janvier. Et, bien sûr, une édition DVD est prévue.

## RENDEZ-VOUS

### FILMER LA GUERRE

"Filmer la guerre : les Soviétiques face à la Shoah 1941 - 1946". C'est le thème de l'exposition que le Mémorial de la Shoah à Paris présente à l'occasion du 70<sup>e</sup> anniversaire de la fin de la Seconde Guerre mondiale et de l'ouverture des camps par les Alliés. Avec des images, la plupart inédites, filmées par les Soviétiques sur le front de l'est.

**9 janvier au 27 septembre**  
[www.memorialdelashoah.org](http://www.memorialdelashoah.org)

### FEMMES À SAINT-DENIS

Les 15<sup>èmes</sup> Journées cinématographiques dyonisiennes, sur le thème "Femmes", veulent dresser "un panorama d'un siècle d'évolutions des mentalités, à travers une déclinaison sur grand écran de "la Femme - passée, présente et à venir - et de la condition féminine".

Plus de 70 films seront projetés.

**4 au 10 février**  
**Saint-Denis (Seine-Saint-Denis)**  
**Cinéma l'Ecran.**

## LE CINÉMA EUROPÉEN, SON APPORT CULTUREL

Un rapport sur "la diffusion du film européen dans l'Union européenne et sur le marché mondial" met en évidence quatre tendances :

- un taux record de production (1321 longs métrages en 2011, contre 918 en 2005) sans progression des parts de marché, stables à 25%

- la numérisation des salles, généralisée mais difficile pour les

plus petites salles

- la conservation de la diversité et de la qualité artistiques, grâce à des labels art et essai qui restent nationaux

- l'arrivée de nouveaux modes de consommation des films, principalement la vidéo à la demande.

Le cinéma bénéficie d'aides publiques variables (76 millions d'euros pour le *Filmförderungs-*

*anstalt* fédéral en Allemagne, 776 millions pour le CNC).

Le rapport formule quatre recommandations :

1. Rééquilibrer les aides à la production et à la distribution
2. Aider les exploitants en imposant, en contrepartie, une régulation de la programmation du cinéma européen en Europe
3. Stimuler de nouvelles voies de distribution en tenant compte du

numérique. Les chaînes publiques de télévision, notamment, sont invitées à programmer plus de films européens

4. Prendre en compte l'apport culturel du cinéma dans l'image de l'Europe.

*\*Josef Wutz et Valentin Perez pour Notre Europe Institut Jacques Delors*

[www.notre-europe.eu](http://www.notre-europe.eu)

# JEFF KOONS, L'ENFANT RICHE

RENDEZ-VOUS

SOLDATS INCONNUS



Des uniformes sans visage, uniformes de diverses armées de la guerre de 14-18 sous l'objectif précis d'Antoine Schneck à l'Arc de Triomphe, dans la salle même où le soldat inconnu reposa avant d'être inhumé sous sa dalle. Sous la fausse froideur documentaire, une vraie émotion.

**Soldats inconnus**  
[www.arc-de-triomphe.monuments-nationaux.fr](http://www.arc-de-triomphe.monuments-nationaux.fr)

OBSERVATOIRES  
 PHOTOGRAPHIQUES  
 DU PAYSAGE

La première rencontre annuelle des acteurs des observatoires photographiques du paysage s'adresse "aux commanditaires d'observatoires photographiques du paysage (élus, gestionnaires), photographes, chercheurs, partenaires." Elle est organisée par le ministère de l'écologie.

9 janvier  
 Paris La Défense  
[Qv2.Qv.Dhup.Dgaln@developpement-durable.gouv.fr](mailto:Qv2.Qv.Dhup.Dgaln@developpement-durable.gouv.fr)

**L'exposition au Centre Pompidou a accueilli 113 000 visiteurs pendant les 17 premiers jours : un record. Koons, une machine à gagner de l'argent...**

Une certaine Amérique, celle du clinquant, de la publicité, de l'argent roi, continue de fasciner ceux qu'elle a conquis idéologiquement. Cette Amérique-là, Jeff Koons l'illustre avec un incontestable talent. La rétrospective que lui consacre le Centre Pompidou, après New-York, en apporte la preuve éclatante.

Bernard Blistène, directeur du musée national d'art moderne et commissaire de l'exposition parisienne, explique que Jeff Koons, dont la culture artistique est grande, est beaucoup plus dans la veine de Dali que dans celle de Warhol : il a, souligne-t-il, le génie de la communication. Cela ne suffirait pas s'il n'y avait rien à vendre. Dali vendait son génie de peintre, et son génie d'une pensée à la fois profonde et ironique. Koons n'a pas le brillant du propos du Catalan ; son discours est terne. Il vend, dans une veine pop, des images de l'Amérique dont chacun a été saturé par le cinéma et les séries télé, et qu'il réinterprète sagement, et ludiquement, sauf dans l'épisode, marginal somme toute même s'il a contribué à sa réputation, de sa relation avec la sulfureuse Cicciolina.

Koons fait du kitsch pour petits et grands enfants, nous murmure qu'il est lui-même resté un enfant ou qu'il court derrière son enfance, celle qu'il vécut dans la boutique de décorateur de son père. Cela donne des œuvres sages, brillantes, au milieu desquelles on passe plaisamment, sans se demander si c'est de l'art, avec quand même, dans un coin de son esprit, la perplexité liée à la place éminente de ces objets sur le marché financier.



Le célèbre *Ballon dog*

La pièce majeure de Koons, la plus connue, celle qui est l'emblème de l'exposition, *Balloon dog*, (record mondial pour un artiste vivant l'an dernier pour une des cinq versions chez Christie's) ressemble à un ensemble de bulles. Sagement, il a été réalisé en acier. Prudence élémentaire...

LA FRANCE

Jeff Koons est spécialement admiré de la France. En 2001, Jean-Jacques Aillagon, alors président du Centre Pompidou, lui remettait la légion d'honneur. Il était fait officier en 2007. En 2008, Jean-Jacques Aillagon, devenu président de l'établissement public de Versailles après avoir dirigé la Fondation Pinault à Venise, organisait une exposition dans le château. Et l'actuelle exposition au Centre Pompidou est la première grande rétrospective en Europe. Par ailleurs, Jeff Koons est soutenu par un des grands collectionneurs français, François Pinault. En 2006, *Balloon Dog* avait été installé

sur le Grand Canal de Venise pour l'inauguration de la Collection Pinault au Palazzo Grassi.

Jusqu'au 27 avril

DÉJÀ MIEUX  
 QUE DALI

Premier bilan de fréquentation pour l'exposition : après dix-sept jours d'ouverture, 117 000 visiteurs ont été comptabilisés. C'est un chiffre record pour une exposition au Centre Pompidou : à ce stade, Jeff Koons fait mieux que son modèle en communication Dali, précédent titulaire du record, qui en était à 110 000 visiteurs pour son exposition de 2013, et mieux que "Matisse, paires et séries", 90 000 visiteurs en 2012.

# RMN : UN SEMESTRE DOMINÉ PAR VELASQUEZ

**Le peintre espagnol sera au Grand Palais, pour sa première exposition en France. On attend aussi l'art américain du XX<sup>e</sup> siècle.**

L'exposition la plus attendue parmi celles que la Réunion des musées nationaux organise au premier semestre 2015 est sans aucun doute celle qui sera consacrée à Velasquez, et que les Viennois peuvent voir, dans un format réduit, au Kunsthistorisches Museum depuis le 28 octobre et jusqu'au 15 février. Ce sera, aussi étonnant que cela puisse paraître, la première exposition sur le peintre espagnol présentée en France. L'étonnement s'explique : l'œuvre est rare, est concentrée au Prado. L'exposition parvient, grâce à la coopération du musée madrilène, à présenter un panorama des différentes périodes de la production du peintre.

**25 mars au 13 juillet Grand Palais**

La saison de printemps aura été ouverte par une exposition sur



les Tudors au Musée du Luxembourg (18 mars au 19 juillet), exposition en partenariat avec la National Portrait Gallery, de Londres. A côté des grandes institutions britanniques sollicitées, quelques œuvres des collections françaises, notamment du Louvre et de la BNF.

Le Grand Palais accueillera du 1er avril au 3 août une exposition consacrée au couturier Jean Paul

Gaultier. Cette exposition a déjà beaucoup voyagé. Inaugurée à Montréal en 2011 par le musée des beaux-arts de la ville qui en avait pris l'initiative, elle a ensuite été présentée à Dallas, San Francisco, Madrid, Rotterdam, Stockholm, New York, Londres et Melbourne. Elle sera enrichie pour Paris.

La troisième exposition du semestre au Grand-Palais sera consacrée à l'art américain du XX<sup>e</sup> siècle, à travers deux collections, celle du San Francisco Museum of Art (SFMOMA) et une importante collection privée, la collection Fisher, dont le SFMOMA est dépositaire. En tout, 60 œuvres, dont Andy Warhol, Alexander Calder, Roy Lichtenstein, Ellsworth Kelly (8 avril au 22 juin, puis musée Granet à Aix-en-Provence du 11 juillet au 18 octobre).

rendez-vous

MUSÉE BONNARD :  
NOUVEL ACCROCHAGE



Le Musée Bonnard au Cannet (Alpes-Maritimes) a un nouvel accrochage, qui s'accompagne de la présentation d'une dizaine de peintures inédites, dépôts de collections privées.

L'exposition de l'été (27 juin au 31 octobre) sera consacrée au Manguin de 1910 - 1914.

Ouvert en 2011, le musée a déjà accueilli 190 000 visiteurs.

[www.museebonnard.fr](http://www.museebonnard.fr)

## Bonnard à Orsay

Au musée d'Orsay, le printemps sera Bonnard. Le musée, qui gère l'œuvre de l'artiste, nous rappelle-t-il, lui offre une rétrospective "représentative de toutes les périodes de sa création". (17 mars au 19 juillet). On pourra voir aussi, au musée d'Orsay, l'art décoratif italien 1900 - 1940 "Dolce vita. Du Liberty au design industriel" (14 avril au 13 septembre). Le musée de l'Orangerie, que gère le musée d'Orsay, consacrera son exposition de printemps au sculpteur italien Adolfo Wildt (1868-1931) "le dernier symboliste", proche du *Liberty*

qu'évoquera, de l'autre côté de la Seine, le musée d'Orsay.

A l'automne, Orsay présentera, sous le titre "Splendeurs et misères", des "Images de la prostitution en France 1850-1910" (22 septembre au 20 janvier 2016). Angle suivi : "l'exposition s'attachera à montrer la place centrale occupée par ce monde interlope dans le développement de la peinture moderne".

Deux autres expositions à l'automne : "Qui a peur des femmes photographes ?", où il sera question de "l'extraordinaire contribution des femmes au

développement du médium" entre l'invention de la photographie et 1945, en Europe et aux États-Unis (14 octobre au 25 janvier 2016). L'exposition mobilisera à la fois Orsay et l'Orangerie.

La dernière exposition de l'année mettra à l'honneur un peintre académique, Charles Gleyre (1806-1874) qui connaîtra ainsi sa première exposition monographique (1er décembre au 13 mars 2016, Orsay)

VLAMINCK À RUEIL

En 80 tableaux, une dizaine d'œuvres graphiques, des céramiques et des livres illustrés, une rétrospective hommage consacrée par Rueil-Malmaison à un peintre qui s'installa dans la ville en 1902 et y résida près dix ans. Musées et collections privées, dont celle de la fille de l'artiste, Godeliève de Vlaminck, contribuent à l'exposition.

**30 janvier au 25 mai**  
**Atelier Grogard**  
**Rueil-Malmaison**

# UNESCO : LES AMBIGUÏTÉS DU PATRIMOINE IMMATÉRIEL

## RENDEZ-VOUS

### JEUNES CHEFS D'ORCHESTRE

"Ouvert à tous les artistes qui souhaitent devenir chef d'orchestre professionnel, quel que soit leur parcours, leur formation ou leur expérience", le concours international de jeunes chefs d'orchestre de Besançon a ouvert ses inscriptions jusqu'au 29 janvier. Les épreuves de présélections se dérouleront en avril et mai.

**Inscriptions sur**  
[www.concours-besancon.com](http://www.concours-besancon.com)

### LE BRÉSIL AU SALON DU LIVRE DE PARIS

C'est le Brésil qui sera le pays invité du Salon du livre de Paris 2015 (20 au 23 mars). Il y présentera 48 auteurs de toutes formes de littérature, dans une répartition équilibrée entre femmes et hommes et entre régions. C'est la deuxième fois, phénomène unique, que le Brésil est invité, après l'avoir déjà été en 1998.

### CULTURE ET TOURISME : CONFÉRENCE OMT-UNESCO

L'Organisation mondiale du tourisme et l'UNESCO organisent une première conférence mondiale sur le tourisme et la culture " afin d'explorer de nouveaux modèles de partenariat entre le tourisme et la culture ". Cette conférence ambitionne d'être "une plateforme mondiale sans précédent pour les responsables de l'élaboration des politiques, les experts et les praticiens des domaines du tourisme et de la culture."

**4 au 6 février**  
**Siem Reap (Cambodge)**  
[www2.unwto.org](http://www2.unwto.org)

## Dialogue de sourds autour d'un projet présenté par la Chine, et refusé pour cause de cruauté envers les animaux

Avec neuf autres "éléments", le Comité du patrimoine immatériel de l'UNESCO a inscrit le 26 novembre, sur la liste représentative du patrimoine culturel immatériel, le gwoka, ensemble de "musique, chants, danses et pratique culturelle représentatifs de l'identité guadeloupéenne". Cette inscription réjouit la Guadeloupe et toute la France, qui l'a manifesté par un communiqué du ministère de la culture.

Mais là n'était pas le plus important de la journée. Le plus important a été le rejet, par le Comité, d'une candidature présentée par la Chine, celle du "Festival de torches de l'ethnie yi". Le dossier remplissait la plupart des conditions fixées par la Convention sur le patrimoine immatériel. Mais il posait un problème sur lequel le Comité a longuement discuté, et sur lequel il a rejoint la position de "l'organe subsidiaire", c'est-à-dire l'instance qui examine les dossiers en amont de la rencontre du comité. Le problème, c'est le traitement subi par des animaux durant ce festival. Le festival comprend notamment des combats de taureaux, de béliers, de coqs. L'organe subsidiaire s'interroge sur "la pertinence, pour une liste de portée internationale, de pratiques qui mettent en avant la maltraitance d'animaux." Il recommandait le renvoi à la Chine pour une nouvelle candidature, avec des informations complémentaires.

Le débat s'installe d'abord sur le relativisme culturel et les



*La session annuelle du comité du patrimoine immatériel offre une occasion de rencontre et d'échanges à des groupes du monde entier*

différences de cultures. A quoi bon prôner la diversité culturelle si les différences sont niées au profit d'un bien-penser dominant? "Il ne faut pas regarder les autres avec nos yeux", plaide le représentant du Brésil. Mais c'est bien sûr la Chine qui argumente le plus : "Il est très dangereux qu'on applique les principes d'une certaine culture à une autre culture au motif du respect d'une convention qui préconise le respect de toutes les cultures".

"Personne ne cherche à imposer les normes d'une civilisation à une autre, répond l'organe subsidiaire. Ce qui est en question, c'est ce qu'on peut et ce qu'on ne peut pas promouvoir au niveau international". Les mauvais traitements à animaux ne peuvent pas en faire partie. C'est ce point qui doit être éclairci par la Chine. Laquelle plaidera en vain la très

ancienne ritualisation de toutes les pratiques associées au festival, leur inscription dans une vision du monde et des rapports entre les hommes et les animaux.

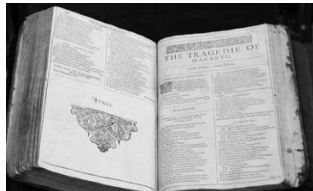
Une interrogation voisine traversera l'assemblée le lendemain, avec l'examen de la candidature de l'Alardhah Alnajdiyah, danse, tambourinage et poème proposée par l'Arabie saoudite. Candidature plus facile à écarter, parce que le dossier avait besoin d'être revu sur plusieurs points. Mais l'Arabie saoudite s'est vue notamment reprocher "un vocabulaire évoquant des sentiments martiaux et des exhortations au combat".

Cette session du Comité a inscrit 34 éléments sur la Liste représentative du patrimoine culturel immatériel de l'humanité, et trois sur la Liste du patrimoine culturel immatériel nécessitant une sauvegarde urgente.

# UN MOIS CULTUREL EN BREF

**25 novembre**

Un exemplaire de l' édition



originale des œuvres de Shakespeare (36 pièces) est retrouvé à la bibliothèque de Saint-Omer (Pas-de-Calais).

**27 novembre**

Manifestations devant le Théâtre Gérard Philipe de Saint-Denis qui présente le spectacle-installation *Exhibit B*, dénonciation des zoos humains. Les manifestants voudront faire interdire les représentations, qui doivent se poursuivre au 104 à Paris. Ils seront déboutés par la justice.

**30 novembre**

Michaëlle Jean est élue Secrétaire générale de la Francophonie. D'origine haïtienne, journaliste et

militante féministe, Michaëlle Jean a été, de 2005 à 2010, gouverneure



générale du Canada.

**2 décembre**

Un nouveau contrat de destination touristique approuvé par le gouvernement : « Destination impressionnisme: Paris Ile-de-France / Normandie »

**5 décembre**

Frédéric Béliet-Garcia est nommé à la direction du Quai, à Angers. Il lui sera notamment demandé "de

nouvelles modalités de collaborations avec le Centre national de danse contemporaine (CNDC)".

**10 décembre**

Marcial Di Fonzo Bo est nommé directeur de la Comédie de Caen, centre dramatique national de Normandie. Marcial Di Fonzo Bo vient de la compagnie "Le théâtre des Lucioles". Il succèdera le 1er janvier à Jean Lambert-Wild, qui prendra le même jours ses fonctions au centre dramatique national de Limoges.

**10 décembre**

Épilogue : l'accord entre auteurs et éditeurs sur le livre numérique, conclu en mars 2013 après des années de négociation, peut être appliqué: la dernière étape, l'arrêté d'extension à l'ensemble du secteur, est signé.

**10 décembre**

A l'initiative du Syndeac, appel

d'artistes contre "l'effritement" des politiques culturelles.

**11 décembre**

Attentat à l'Institut français de Kaboul pendant un spectacle.

**11 décembre**

Rapport critique du CSA sur l'audiovisuel public.

**15 décembre**

Inauguration par le Président de la République, sept ans après son ouverture, du musée de l'histoire de l'immigration. Président, Nicolas Sarkozy n'avait pas voulu procéder à cette inauguration.

**5 décembre**

Le Prix Louis-Delluc 2014 est attribué à *Sils Maria* d'Olivier Assayas.

suite page 16

## La COLLABORATION

Les Archives nationales consacrent une exposition à la Collaboration. C'est la première fois qu'elles le font. Elles ont un prétexte : de nouveaux documents disponibles. Et une ligne directrice : on ne juge pas, on met des documents sous les yeux.

Les collaborations parisiennes et vichyssoises, celle des intellectuels - une lettre de félicitations de Céline à Rebatet après la publication des "Décobres", une des célèbres photos de voyages d'écrivains en Allemagne - l'obsession de la Collaboration contre les communistes, les juifs et les franc-maçons font l'objet de chapitres documentés.

L'exposition, qui présente des



documents d'un intérêt historique majeur, a été alimentée par les archives de l'épuration ( cours de justice, Haute Cour de justice) qui ont, pour la circonstance, ouvert par anticipation des documents encore non librement

communicables au regard du Code du patrimoine.

**Jusqu'au 2 mars**  
**Hôtel de Soubise**  
**60, rue des Francs-Bourgeois Paris**

### POLICULTURES

Directeur de la publication et rédacteur en chef

Philippe PUJAS

Ont contribué à ce numéro :

Jacques Bertin

Philippe Poirrier

Conception graphique :

Estève GILI

esteve.gili@free.fr

### POLICULTURES

La lettre des politiques culturelles et artistiques

est éditée par :

SPC SARL.,

7, rue de l'Église

60790 MONTHERLANT

Tél. : 33 (0)3 44 08 66 80

Courriel : policultures@orange.fr

www.policultures.fr

# GRANDE GUERRE : UN CENTENAIRE TRÈS CULTUREL

## EN BREF

**95 % des villes de 3 000 à 20 000 habitants** envisagent de réduire dès 2015 les moyens qu'elles consacrent à la culture, indique une étude de l'Association des petites villes de France.

**Un mois après son ouverture, le musée Picasso-Paris** avait accueilli 100 000 visiteurs, dont 15 000 jeunes de moins de 26 ans, et 3360 scolaires reçus dans des créneaux de visite réservés le matin.

**64 000** : c'est le nombre de participants aux 36èmes *Transmusicales* de Rennes, du 3 au 7 décembre. C'est un record, se réjouissent les organisateurs.

**535,9 milliards d'euros** : c'est ce que représenteraient, selon une étude EY pour le GESAC et quelques partenaires européens, les industries "culturelles et créatives" européennes. Elles emploieraient 7 millions de personnes.

**Les trois-quarts des dirigeants d'entreprises font du mécénat à titre privé.** Et 78% de ces mécènes sont intéressés par les avantages fiscaux liés au mécénat, révèle une enquête commandée par ADMICAL. La majorité s'engage aux côtés de projets sur lesquels ils peuvent exercer une influence, et un quart seulement font du mécénat culturel : ils préfèrent s'engager dans la santé (44%), le social (42%) et la solidarité internationale (38%).

**63,2 millions d'euros** : c'est ce que l'industrie phonographique a fourni en recettes publicitaires à la radio et à la télévision au premier semestre 2014, indique l'Observatoire de la musique. C'est 3,4% de plus pour les radios et 13,6% de plus pour les télévisions qu'au premier semestre 2013. Mais les recettes des chaînes généralistes baissent de 37,5%.

**Vu du front. Représenter la Grande Guerre, Paris, Somogy, 2014, 368 pages. 39 Euros.**

**Jours de Guerre et de Paix. Regard franco-allemand sur l'art de 1910 à 1930, Paris, Somogy, 2014, 222 pages. 35 Euros.**

Le Centenaire de la Grande Guerre bat son plein. Son indéniable succès, qui se traduit par la mobilisation très forte des acteurs publics et des acteurs de la société civile, confirme l'intérêt de la société française pour ce conflit, entre mémoire et histoire. Comme lors du Bicentenaire de la Révolution française, les historiens ont accepté d'endosser le rôle d'« intellectuel spécifique »\*, privilégiant, à juste titre, le « devoir d'histoire » sur un « devoir de mémoire », pas toujours clairement déterminé. La commémoration donne également le ton à la vie culturelle nationale, et touche l'ensemble des secteurs culturels. A ce titre, l'exposition « Vue du front. Représenter la Grande Guerre », qui se tient au Musée des Armées des Invalides

jusqu'au 15 janvier 2015, élaborée en étroite partenariat avec la BDIC est particulièrement exemplaire. Un magnifique catalogue accompagne l'exposition, et constitue une somme qui fera date, et permettra de conserver la trace de cette manifestation culturelle. La Grande Guerre a fait l'objet d'une mise en images très intense. Un véritable « discours visuel » sur la guerre se construit, porté par des services officiels et des artistes missionnés, sans oublier les millions de combattants parmi lesquels on trouve des peintres, dessinateurs ou encore photographes qui vont documenter le conflit. Montrer la réalité du front et l'expérience des combats a été un véritable enjeu que la postérité, centrée les œuvres d'avant-garde, a quelque peu oublié. L'exposition et le catalogue confirment combien l'histoire culturelle, lorsqu'elle reste étroitement arrimée à l'histoire sociale et politique, peut contribuer à un renouvellement de l'histoire des conflits. Les éditions Somogy publient également le catalogue de l'exposition, assez complémentaire

de la précédente, « Jours de Guerre et de Paix. Regard franco-allemand sur l'art de 1910 à 1930 » qui se tient au Musée des Beaux-Arts de Reims jusqu'au 25 janvier 2015. Les institutions culturelles, qui sont aujourd'hui des outils majeurs des politiques culturelles publiques impulsées aussi bien par l'Etat que les collectivités territoriales, ont un rôle essentiel à jouer afin que la commémoration puisse articuler médiation culturelle et valorisation de la recherche scientifique. Avec « Vu du front », le Musée de l'Armée et la BDIC, associé à l'éditeur Somogy, illustrent pour le meilleur cette manière de faire.

\* Thomas Grillot, « 1914-1918 : la mémoire ou l'oubli ? Entretien avec Nicolas Offenstadt », *La Vie des idées*, 11 novembre 2014. <http://www.laviedesidees.fr/1914-1918-la-memoire-ou-l-oubli.html>

Le site de l'exposition : <http://www.musee-armee.fr/ExpoVudufont/>

**Philippe Poirrier**

## UN MOIS EN BREF (SUITE DE LA PAGE QUINZE)

### 17 décembre

Mobilisation des guides-conférenciers contre le projet de loi Macron, qui prévoit que le gouvernement peut, par ordonnance, supprimer la carte professionnelle de guide conférencier.

### 17 décembre

Un manuscrit de Jaurès entre dans les collections de l'Assemblée nationale. Acquis pour 14 000 euros grâce au droit de préemption de l'État et au désistement du Conseil général du Tarn qui était aussi intéressé, ce manuscrit est un

texte écrit par Jean Jaurès dans le

*L'anarchisme  
ne doit pas oublier un moment  
le rôle des partis qui, en  
combat le socialisme. C'est  
- Bourbon et essayer de  
faire l'anarchisme. Con-  
venir d'abord : c'est*

contexte des attentats anarchistes, en particulier celui de Vaillant, qui avait visé l'Assemblée nationale. Le député du Tarn s'applique à souligner les différences entre anarchisme et socialisme, et les contradictions

de la pensée anarchiste.

### 19 décembre

Réunion de la mission de concertation sur l'intermittence. Le comité de suivi y trouve des convergences avec ses propres analyses.

### 19 décembre

Devant le Conseil national des professions du spectacle, la ministre de la culture indique qu'elle a demandé au Premier ministre la levée dès le 1er janvier du gel de 8% des crédits de la réserve de précaution.